

# La Suisse et l'Afrique du Sud

Autor(en): **[s.n.]**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): **26 (1989)**

Heft 935

PDF erstellt am: **13.09.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-1010857>

## **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

## **Haftungsausschluss**

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

## La Suisse et l'Afrique du Sud

(*réd*) On sait l'importance pour l'Afrique du Sud de maintenir des relations politiques et commerciales avec d'autres pays. Un récent article paru dans le journal de la Déclaration de Berne, *Vers un développement solidaire*, nous en apprend beaucoup sur l'importance des échanges existant entre la Suisse et le régime d'apartheid:

● La Suisse est le 5<sup>e</sup> investisseur étranger en Afrique du Sud et y possède le 5% de la richesse nationale détenue par des étrangers, après la Grande-Bretagne (50%), les Etats-Unis (25%), l'Allemagne (10%) et la France (10%). La Suisse possède en Afrique du Sud l'équivalent de la moitié de la richesse de tous les Noirs.

● La Suisse est le 7<sup>e</sup> importateur des biens sud-africains. Notre pays arrive même en 3<sup>e</sup> position si le commerce d'or est pris en compte.

● La Suisse est le 7<sup>e</sup> exportateur mondial vers l'Afrique du Sud, après les Etats-Unis, le Japon, l'Allemagne, la Grande-Bretagne, la France et l'Italie.

● Avec 32 entreprises installées en Afrique du Sud, la Suisse arrive en 4<sup>e</sup> position, après les Etats-Unis, La Grande-Bretagne et l'Allemagne, mais avant la France.

● La Suisse est également le 5<sup>e</sup> prêteur d'argent à l'Afrique du Sud et occupe certainement la première position parmi les places financières où s'échange l'or sud-africain. ■

(Source: *Vers un développement solidaire*, décembre 1988.)

## Radicalisme à la mode tessinoise

(*cfp*) Certains radicaux tessinois constituent une tendance populaire du radicalisme, qui tranche avec la partie dominante du parti que l'on a tendance à associer au milieu des affaires. On connaît le nom de Paolo Bernasconi jusqu'en Suisse romande. On ignore par contre généralement celui de conseillers natio-

naux comme Massimo Pini, Sergio Salvioni. Le parti s'appelle libéral-radical. Mais il a connu une dissidence fermement anti-fasciste jusqu'à la fin de la Deuxième Guerre mondiale; elle s'appelait parti libéral-radical-démocratique, l'adjonction démocratique ayant à l'époque un sens plein. Il y a l'idéologie certes, mais dans ce canton les partis sont aussi de vrais clans, selon les déclarations récentes d'Alvaro Mellini, ancien président du Parti libéral-radical de Locarno et démissionnaire en raison de l'impossibilité vérifiée de rénover les structures (tant est grand le poids des membres de droit des organes dirigeants).

Cette particularité des partis d'outre-Gothard, car il n'y a pas que le PLR qui en souffre, n'empêche pas l'existence de personnalités fort ouvertes, comme par exemple celles que nous avons citées, et une vie politique marquée par l'existence de publications et de manifestations que nous aurions intérêt à mieux connaître.

En novembre passé, une manifestation a eu lieu à Lottigna pour commémorer le centenaire de l'arrivée de l'émigré Mosè Bertoni au Paraguay. Massimo Pini, conseiller national, Demetrio Ferrari, président du Grand conseil, le professeur Saglini et Alma Bacciarini, ancienne conseillère nationale, ont célébré ce «prophète de la science et prophète de la liberté» qui a quitté la Suisse pour fonder au Paraguay une «colonie Guillaume Tell», ce qui n'est pas mal pour un «libertaire, anarchiste et communiste». Il a aussi créé, faisant pendant à Guillaume Tell, une colonie Puerto Bertoni.

D'autres libéraux-radicaux tessinois, dont Paolo Bernasconi et Sergio Salvioni, participent à la direction de la Fondation «Ragioni critiche» (Raisons critiques) dont le but est le développement au Tessin de la culture politique laïque et libérale démocratique dans ses multiples aspects (historique, philosophique, économique, scientifique, etc). Cette fondation édite la revue *Ragioni critiche*. Elle vient de consacrer un numéro double à Thomas Hobbes dont Roger-Pol Droit, dans la rubrique de philosophie du *Monde* annonçait il y a peu «la seconde naissance». Or, les animateurs tessinois ont publié les principaux exposés d'un colloque sur l'actualité de Hobbes (1588-1679) qui a eu lieu à Milan et à Locarno au printemps 1988.

En définitive Alberto Nessi avait raison d'intituler *Le Pays oublié* son portrait de la Suisse italienne paru aux Editions Zoe. Que savons-nous du Tessin et de ses habitants, à part les clichés touristiques? ■

## Main-d'œuvre étrangère et développement économique

(*jd*) La rédaction économique du *Tages-Anzeiger* (9 janvier 1989) rend compte de deux publications récentes qui mettent en question les idées reçues sur le marché du travail en Suisse. La forte proportion de main-d'œuvre étrangère — 25% avant la crise de 1973, chute à 20% puis redressement à 23% aujourd'hui — n'a pas contribué dans une mesure déterminante à la croissance économique. Entre 1950 et 1980 le produit intérieur brut a progressé de 2,12% par an, une évolution inférieure de 25% à la moyenne internationale, alors même que la population résidente a augmenté plus qu'ailleurs. L'appel à la main-d'œuvre étrangère a plutôt freiné le développement économique: d'une part le niveau de formation de cette main-d'œuvre est relativement bas et d'autre part les secteurs où elle est la plus présente (construction, textile, habillement, hôtellerie et restauration) sont des secteurs peu productifs et structurellement faibles. Une situation qui certes permet aux travailleurs étrangers d'acquérir un revenu et à des entreprises de survivre. Mais à quel prix pour l'économie du pays? Klaus Hug, le directeur de l'OFIAMI, a souligné au début de l'année la nécessité d'attirer en Suisse une main-d'œuvre plus qualifiée. C'est maintenant aux cantons de jouer en faisant usage de leurs contingents dans une perspective économique à long terme. ■

Heinrich Schwarz, *Volkswirtschaftliche Wirkungen der Ausländerbeschäftigung in der Schweiz*, Verlag Rüegger, 1988

Georges Sheldon, «Why is unemployment in Switzerland so low? A comparison with West Germany» dans *Geld und Währung*, Zug, 1988.